



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 09579

Nom ou dénomination : CHURCHILL

Ce dépôt a été enregistré le 05/05/2015 sous le numéro de dépôt 40479

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 05-05-2015

N° DE DEPOT : 2015R040479

N° GESTION : 2015B09579

N° SIREN :

DENOMINATION : CHURCHILL

ADRESSE : 54 avenue de Versailles 75016 Paris

DATE D'ACTE : 27-03-2015

TYPE D'ACTE : Certificat

NATURE D'ACTE : Attestation bancaire



DEPOT DE CAPITAL S.A.S

CERTIFICAT

La **BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS**, représentée par **Claire MAURANGES** agissant en qualité de Directeur de l'Agence.

. VU la liste des actionnaires ⁽¹⁾ (comportant leurs nom, prénom usuel et domicile, avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux), de la S.A.S en formation dénommée **CHURCHILL** au capital de : **2200,00 €** dont le Siège Social sera établi à 54 avenue de Versailles 75016 PARIS.

CERTIFIE qu'il a été déposé à l'Agence de **ANTONY SUD**,
au compte spécial bloqué numéro: **22488098797**,
la somme de : **610,00 €** représentant ⁽²⁾ :

- ☐ l'intégralité du capital social souscrit en numéraire.
ou
☒ la partie libérée du capital social souscrit en numéraire.

FAIT EN QUATRE EXEMPLAIRES ⁽³⁾

A **ANTONY**, le 27 mars 2015

le Directeur de L'Agence

Claire MAURANGES

⁽¹⁾ L'Agence doit conserver une copie certifiée conforme de la liste des actionnaires.

⁽²⁾ Cocher la case concernée

⁽³⁾ 1 exemplaire pour le Client, 2 exemplaires pour le Tribunal de Commerce, 1 exemplaire pour l'Agence.



1504052503

DATE DEPOT : 05/05/2015

NUMERO DE DEPOT : 2015R040479

N° GESTION : 2015B09579

N° SIREN :

DENOMINATION : CHURCHILL

ADRESSE : 54 avenue de Versailles 75016 Paris

DATE ACTE : 30/04/2015

TYPE ACTE : Rapport du commissaire aux apports

OLIVIER BISMUTH

Commissaire aux comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale de Paris

112 avenue de la république 75 011 paris

Téléphone : 01 43 59 20 19 Télécopie : 01 43 59 20 47 email:olivierbismuth@orange.fr

CHURCHILL SASU

Siège Social : 54 Avenue de Versailles

75016 PARIS

RCS en cours de constitution

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

**Relatif à l'apport de Madame Stéphanie BENAÏM
à la SASU CHURCHILL en cours de constitution**

OLIVIER BISMUTH

Commissaire aux comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale de Paris

112 avenue de la république 75 011 paris

Téléphone : 01 43 59 20 19 Télécopie : 01 43 59 20 47 email:olivierbismuth@orange.fr

Madame, Monsieur,

En exécution de la mission qui nous a été confiée en date du 28 avril 2015 par l'unique associée et Présidente de **SASU CHURCHILL en cours de constitution**, et en qualité de commissaire aux apports, nous vous présentons le présent rapport prévu par l'article R-123-103 et suivant du Code de Commerce.

L'actif net correspondant à l'apport en nature a été arrêté par **Madame Stéphanie BENAÏM dans les statuts constitutifs de la SASU CHURCHILL** actuellement en cours de constitution.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part à apprécier la valeur des apports en nature effectués par **Madame Stéphanie BENAÏM à la SASU CHURCHILL**, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la **SASU CHURCHILL** en cours de constitution, bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'émission éventuelle, d'autre part.

I – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 – PRESENTATION DE L'OPERATION

a) Contexte de l'opération :

La présente opération est réalisée dans le cadre de la constitution de la **SASU CHURCHILL**, suite à la demande expresse du Greffe du tribunal de PARIS de produire le rapport du Commissaire aux apports, en application de l'article R.123-103 du code de commerce obligatoire dans une société par actions simplifiées.

Les statuts de la **SASU CHURCHILL en cours de constitution**, datés et signés le 31 mars 2015, et enregistrés au POLE ENGERISTREMENT PARIS 16, le 3 avril 2015 au bordereau n° 2015/407 sont rédigés comme suit :

«

Article 7 – APPORTS

Apport en nature :

La soussignée, Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE, apporte à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

Un matériel informatique – PC portable de Marque ASUS

ocquit le 5 mars 2015, et évolué à 980 euros.

Cette estimation a été effectuée par Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE sans l'intervention d'un commissaire aux apports, compte tenu de ce que la valeur d'aucun apport en nature n'excède le seuil prévu par la loi et que la valeur totale de l'ensemble des

OLIVIER BISMUTH

Commissaire aux comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale de Paris

112 avenue de la république 75 011 paris

Téléphone : 01 43 59 20 19 Télécopie : 01 43 59 20 47 email:olivierbismuth@orange.fr

apports non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social.

En rémunération de l'apport ci-dessus consenti à la Société et évalué à 980 euros, il est attribué à Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE, 980 actions d'une valeur nominale de UN (1) euro chacune, entièrement libérées.

»

Dans le cadre de la demande d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de la **SASU CHURCHILL**, le Greffe du tribunal de commerce de Paris, en date du 28 avril 2015, demandait sous un délai de 15 jours : « *En application de l'article R.123-103 du code de commerce, de produire un exemplaire original du rapport du commissaire aux apports relatif à l'évaluation des apports en nature. - obligatoire dans une société par actions simplifiée.* »

b) Caractéristiques de la société bénéficiaire de l'apport en nature :

- Dénomination sociale : **CHURCHILL**
- Forme juridique : **SASU**
- Siège social : **54 Avenue de Versailles 75016 PARIS**
- Objet social :
Vente, achat, import et export de tous produits manufacturés destinés à l'équipement du foyer, des collectivités et des loisirs. Importation, Exportation, Distribution et Commercialisation de tous produits et biens meubles non réglementés. Prestations de conseils, et d'assistance en commerce et marketing. Prestations de services connexes dans les domaines précités.
- Durée : **99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S.**
- Capital social : **2 200 euros, composé de 2 200 actions de 1 €.**
Dont apport en numéraire : 1 220 euros
Dont apport en nature : 980 euros
- Présidente : **Stéphanie BENAÏM, demeurant 36 Rue Jules Ferry à Issy-les-Moulineaux (92130).**
- Immatriculation : **R.C.S. de PARIS.**

c) Description de l'opération :

Il est envisagé que Madame Stéphanie BENAÏM apporte au capital de la **SASU CHURCHILL**, un matériel informatique - **PC portable de Marque ASUS** - estimé à **980 euros**.

Ce matériel informatique est la propriété de **Madame Stéphanie BENAÏM**, pour l'avoir acquis neuf le 5 mars 2015 au prix de **999,99 euros** auprès de la **SARL PREMIUM CONSULTING**.

1.2 – EVALUATION DES APPORTS

a) Caractéristiques essentielles de l'apport :

Cet apport en nature consiste en l'apport en pleine propriété d'un matériel informatique, plus précisément, d'un ordinateur portable de marque **ASUS**.

OLIVIER BISMUTH

Commissaire aux comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale de Paris

112 avenue de la république 75 011 paris

Téléphone : 01 43 59 20 19 Télécopie : 01 43 59 20 47 email:olivierbismuth@orange.fr

Les détails techniques de cet ordinateur portable sont les suivantes :

- Marque : **ASUS**
- Modèle : **ZENBOOK UX303LN**
- Type : **« Ultrabook »**
- Processeur : **Intel Core i7 / 2 GHz**
- Ecran : **13.3"**
- Mémoire : **8 Go**
- Système d'exploitation : **Windows 8.1 64 bits Edition**
- Garantie : **2 ans « Garantie Constructeur »**

b) Origine et coût d'acquisition de l'apport :

Ce matériel informatique a été acquis neuf au prix de **999,99 euros TTC** par **Madame Stéphanie BENAÏM**, le 5 mars 2015, auprès de la SARL PREMIUM CONSULTING à Paris 16^{ème}.

Selon les déclarations de **Madame Stéphanie BENAÏM**, ce matériel informatique, a été payé comptant et est librement aliénable.

c) Méthodologie d'évaluation de l'apport :

Conformément aux Règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable, les apports sont évalués à la valeur comptable ou à la valeur réelle.

Par ailleurs, lorsque les apports sont évalués à la valeur réelle, les valeurs individuelles des actifs s'apprécient en fonction du marché et de l'utilité du bien pour la société.

En l'espèce, s'agissant d'un apport d'actif isolé, identifiable et disponible dans le commerce, l'apport en pleine propriété en date du 31 mars 2015 par **Madame Stéphanie BENAÏM** sera retenu à la valeur réelle.

Ainsi, pour la valorisation de cet apport à la valeur vénale, compte tenue de la nature et des caractéristiques du PC portable de Marque **ASUS**, l'apport a été évalué au prix du marché.

Compte tenu que **Madame Stéphanie BENAÏM** a acquis dès l'origine cet outil informatique à des fins professionnelles, et que son état était quasiment neuf au 31 mars 2015, la valeur de l'apport retenue a été arrêtée à 980 euros, en appliquant symboliquement une légère décote (-2 %) au prix d'acquisition.

1.3 – REMUNERATION DES APPORTS

Au terme de l'opération, il sera attribué à **Madame Stéphanie BENAÏM** en rémunération de cet apport en nature 980 actions de la **SASU CHURCHILL** d'une valeur nominale de un euro chacune, entièrement libérées.

Cet apport prendra effet de manière rétroactive à la date du présent rapport, à la date de signature des statuts de la **SASU CHURCHILL** en cours de constitution.

OLIVIER BISMUTH

Commissaire aux comptes

Inscrit à la Compagnie Régionale de Paris

112 avenue de la république 75 011 paris

Téléphone : 01 43 59 20 19 Télécopie : 01 43 59 20 47 email:olivierbismuth@orange.fr

II – DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

Pour effectuer notre mission, nous avons notamment mis en œuvre les travaux suivants :

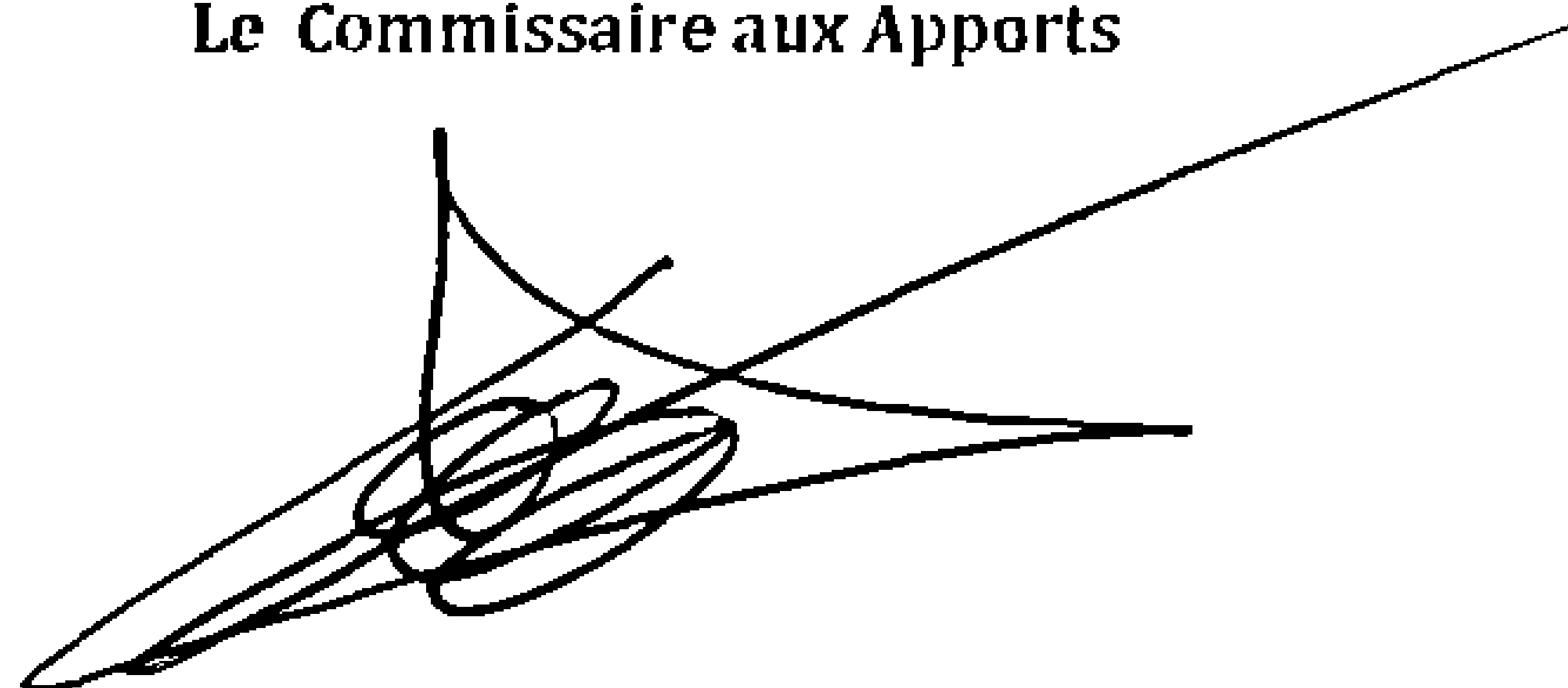
- Prise de connaissance générale du contexte de l'opération ;
- Consultation des éléments juridiques relatifs à cette opération
- Entretien avec l'associée unique et future Présidente;
- Vérification de la réalité de l'actif apporté, notamment de l'existence, de la propriété et de la nature des biens apportés.
- Vérification de la valeur d'origine de l'apport pris individuellement, par consultation de la facture d'origine.
- Vérification, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de faits ou d'événements susceptibles de minorer la valeur des apports, notamment l'appréciation du bon état et du bon fonctionnement du matériel informatique au jour du rapport.
- Réalisation de recherches sur les sites internet spécialisés des NTIC (FNAC DARTY, ...) aux fins d'apprécier la valeur de marché, au jour du rapport, du matériel informatique mentionnées ci-dessus.

III – CONCLUSION

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur intrinsèque des apports en nature s'élevant à 980 euros, n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'apport en nature de Madame Stéphanie BENAÏM au bénéfice de la SASU CHURCHILL, correspond au moins à la valeur des 980 actions au nominal de UN euro chacune de SASU CHURCHILL, actuellement en cours de constitution.

Fait à PARIS, le 30 avril 2015

Le Commissaire aux Apports



Olivier BISMUTH

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 05-05-2015

N° DE DEPOT : 2015R040479

N° GESTION : 2015B09579

N° SIREN :

DENOMINATION : CHURCHILL

ADRESSE : 54 avenue de Versailles 75016 Paris

DATE D'ACTE : 31-03-2015

TYPE D'ACTE : Statuts constitutifs

NATURE D'ACTE : Président actionnaire unique personne physique

CHURCHILL
Société par Actions Simplifiée
au Capital de 2.200 Euros
Siège Social : 54 Avenue de Versailles
75016 PARIS
RCS en cours de constitution

STATUTS

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT PARIS 16

Le 03/04/2015 Bordereau n°2015/407 Case n°37

Ext 2560

Enregistrement : Exonéré

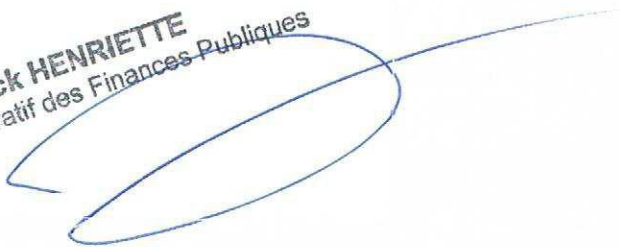
Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agent des impôts

Patrick HENRIETTE
Agent administratif des Finances Publiques



88

La SOUSSIGNEE :

Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE,

De nationalité française

Née le 21 février 1979 à HARFLEUR (76)

Mariée le 24 Juin 2008 à Paris 16eme, sous contrat de mariage signé chez Me Michèle RAUNET,
Etude Cheuvreux, 55 Bd Haussmann 75008 Paris,

Et domiciliée 36 Rue Jules Ferry à Issy-les-Moulineaux (92130)

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société par actions simplifiée unipersonnelle qu'elle a décidé d'instituer.

TITRE 1 - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

Article 1 – FORME

La société est une société par actions simplifiée unipersonnelle régie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne sous sa forme actuelle de SAS.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet, tant sur le territoire de la République Française que sur les territoires d'Etats étrangers, directement ou indirectement les activités suivantes :

- la vente, l'achat, l'import et l'export de tous produits manufacturés destinés à l'équipement du foyer, des collectivités et des loisirs ;
- l'importation, l'exportation, la distribution et la commercialisation de tous produits et biens meubles non réglementés ;
- les prestations de conseils, et d'assistance dans les domaines de l'achat, de la vente, et du marketing et commerce ;
- toutes prestations de service, de conseil et de développement, de sous-traitance, d'audit dans les domaines connexes ou non précités.

Ainsi que, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.



Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

CHURCHILL

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement «Société par actions simplifiée» ou des initiales "Initiales de la Société (S.A.S ...)" et de l'indication du montant du capital social.

Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé

**54 Avenue de Versailles
75016 PARIS**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département, ou d'un département limitrophe par simple décision du Président, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associée unique ou décision collective extraordinaire des associés.

Article 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} septembre et 31 août se termine le de chaque année.

Par exception, le premier exercice social débutera à compter de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et prendra fin le 31 août 2016.

TITRE 2 - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Article 7 – APPORTS

Apport en nature :

La soussignée, **Madame Stéphanie BENAİM épouse AYACHE**, apporte à la société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

***Un matériel informatique – PC portable de Marque ASUS
acquis le 5 mars 2015, et évalué à 980 euros.***

Cette estimation a été effectuée par Madame Stéphanie BENAİM épouse AYACHE sans l'intervention d'un commissaire aux apports, compte tenu de ce que la valeur d'aucun apport en nature n'excède



le seuil prévu par la loi et que la valeur totale de l'ensemble des apports non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social.

En rémunération de l'apport ci-dessus consenti à la Société et évalué à 980 euros, il est attribué à **Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE, 980 actions** d'une valeur nominale de **UN (1) euro chacune**, entièrement libérées

Apport en numéraire

La soussignée, **Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE**, apporte en numéraire à la Société la somme de **mille deux cent vingt euros** :

Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE

apporte en numéraire la somme :

1 220 euros

Soit un total des apports en numéraires de

1 220 euros.

Lesdits apports correspondent à **MILLE DEUX CENT VINGT actions de UN (1) euro chacune**, souscrites en totalité et libérées de moitié.

La somme de **610 euros** a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la succursale de la Banque **SOCIETE POPULAIRE RIVES DE PARIS à ANTONY-SUD (92160)**.

Article 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **2 200 euros**.

Il est divisé **DEUX MILLE DEUX CENTS Actions de UN (1) euro chacune**, libérées de moitié à la souscription pour les apports en numéraires, et intégralement libérées pour les apports en nature.

Article 9 – COMPTES COURANTS

Les actionnaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants». Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'accord commun entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

Article 10 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique ou les actionnaires peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les actionnaires a (ou ont), sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, l'associé unique ou les actionnaires peut (ou peuvent) renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

TITRE 3 - ACTIONS

Article 11 – FORME DES VALEURS MOBILIERES

La société ne pouvant faire appel public à l'épargne, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Article 12 – LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les actionnaires ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE 4 - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

Article 13 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL



Article 14 - DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

- a) Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.
- b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.
- c) Opération de reclassement signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Article 15 – TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

Article 16 - INALIENABILITE DES ACTIONS

Pendant une durée de 10 ans au maximum ans à compter du jour où la Société a perdu son caractère unipersonnel, les actionnaires ne pourront céder leurs actions, ainsi que tout droit de souscription, d'attribution ou autre ayant pour objet ou pour effet de conférer directement ou indirectement un droit quelconque sur tout ou partie du capital et/ou des droits de vote de la Société.

Par exception à l'inaliénabilité ci-dessus, le Président doit lever l'interdiction de cession des actions dans les cas suivants :

- exclusion d'un associé dans les conditions fixées par les présents statuts ;
- modification dans le contrôle d'une société associée dont il résulterait la suspension de ses droits de vote et son exclusion dans les conditions fixées par les présents des statuts ;
- révocation d'un dirigeant associé.

Article 17 - PREEMPTION

A l'expiration de la période d'inaliénabilité visée ci-dessus.

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.



La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée. "Sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 'Agrément' des statuts."

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les actionnaires qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article "Agrément " ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de trente (30) jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

Article 18 – CLAUSE D'AGREMENT

1° Agrément pour toutes les cessions

Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du Cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente (30) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.



Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

2° Agrément pour certaines cessions uniquement

- Opération de reclassement simple au sein d'un même groupe d'associés

Les cessions ou transmissions d'actions de la Société résultant d'une opération de reclassement simple au sein d'un même groupe d'associés, telle que définie à l'article ci-dessus sont libres.

Elles devront être notifiées au Président et aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, 15 jours au moins avant la réalisation de l'opération de reclassement envisagée.

La notification devra être accompagnée d'une note explicative justifiant de la réalité de l'appartenance du cessionnaire au groupe de l'associé Cédant et qu'il ne s'agit donc que d'une opération de reclassement simple.

- Cessions ou transmissions d'un droit préférentiel

De la même façon, les cessions ou transmissions d'un droit préférentiel de souscription intervenant à l'intérieur du groupe de l'une des sociétés associées, tel que défini à l'article ci-dessus, sont libres.

Les cessions ou transmissions d'un tel droit préférentiel de souscriptions devront être notifiées aux associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au plus tard la veille de l'ouverture des souscriptions.

La notification devra être accompagnée d'une notice explicative justifiant de la réalité de l'appartenance du cessionnaire au groupe de l'associé Cédant.

- Autres cas de cessions ou transmissions

Dans tous les autres cas, et donc en dehors des opérations de reclassement simple, les actions ne peuvent être cédées à des tiers ou entre groupes d'associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, les actions du Cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

3° Procédure d'agrément

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro de RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les actionnaires non cédants sont tenus, dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital, à moins que l'associé Cédant ne préfère renoncer à son projet.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les actionnaires non cédants (ou par la ou les personnes qu'ils se seraient substitués) ou par la Société elle-même, en vue d'une cession ultérieure ou de la réduction de son capital dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions sera celui proposé par le tiers cessionnaire pressenti, ou à défaut d'accord entre les parties sur le prix ainsi proposé, par voie d'expertise dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil, sur la base d'une valorisation des titres de participation détenus par la Société.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum de trois ans à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, dans les conditions prévues aux présents statuts et aux stipulations extra-statutaires, soit de les annuler.

Article 19 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- La notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze (15) jours avant la date prévue pour la décision de l'arbitre et des motifs de cette mesure afin de lui permettre de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.
- La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application "des clauses d'agrément et/ou de préemption prévues aux présents statuts.
- La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du "Comité de direction".

L'exclusion de plein droit entraîne dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les trente (30) jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 20 - NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "Inaliénabilité des actions à Modifications dans le contrôle d'un associé " des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

Article 21- LOCATION D'ACTIONS



La location des actions est interdite.

TITRE 5 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 22 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La rémunération du président est fixée par décision de l'assemblée générale ordinaire des associés.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée deux mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 23 - DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

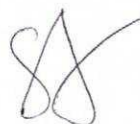
La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;



- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article "N°" des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

TITRE 6 - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 24 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Il est fait mention au registre des décisions de l'associé unique des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et le Président-associé unique.

Lorsque le Président n'est pas associé, les conventions intervenues, autres que celles mentionnées au dernier alinéa du présent article, entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la Société sont soumises à l'approbation de l'associé unique ou à la collectivité des associés, ainsi que les conventions intervenues avec des associés disposant de 10 % ou plus du capital et des droits de vote de la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux comptes.

Article 25 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compte tenu des dispositions du code de commerce, l'obligation de désigner un Commissaire aux comptes concerne les SAS (art L 227-9-1, al. 2 et 3 du Code de commerce) :

- qui dépassent pendant les deux exercices précédant l'expiration du mandat du commissaire aux comptes, les chiffres fixés pour deux des trois critères suivants :

- Total du bilan : 1.000.000 €
- Montant de leur chiffre d'affaires hors taxe : 2.000.000 €
- Nombre moyen de salariés au cours d'un exercice : 20
- ou qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L. 233-16, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées par une ou plusieurs sociétés.

Dans les autres SAS, les actionnaires seront libres de nommer ou non un ou plusieurs commissaires aux comptes. De plus, même si les conditions prévues ci-dessus ne sont pas atteintes, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

1°) Lorsque les conditions fixées par la loi sont remplies

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

2°) Si ces conditions ne sont pas remplies

La désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative et c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixées par la loi, un ou plusieurs Commissaires titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

TITRE 7 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

Article 26 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

1°) - Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

2°) - Information de l'associé unique ou des associés

- L'associée unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.
- Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 27- DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés.

1°) - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;



- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation Président ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

2°) - Règles de majorité

- Décisions prises à l'unanimité

Les décisions collectives sont prises à l'unanimité des associés.

- Décisions prises à une majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art.L 225-130,al. 2 du Code de commerce) ;
- la prorogation de la Société ;
- la dissolution de la Société ;
- la transformation de la Société en Société d'une autre forme ;
- la révocation du Président.

3°) - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les actionnaires.

Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant pendant ce délai de trois jours ouvrés.

Toutefois, la Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir pendant ce délai de trois jours, pour autant que lesdits transferts lui soient notifiés au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 heures, Heure de Paris.

4°) - Assemblées

Les actionnaires se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 25 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 432-6-1 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite dix jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les actionnaires y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

5°) - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les actionnaires présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les actionnaires et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

6°) - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.



Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés cinq jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les actionnaires peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les actionnaires peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

Article 28 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a large 'X' or similar flourish.

TITRE 8 - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU RESULTATS

Article 29 - COMPTES ANNUELS

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe.

Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé.

L'associé unique approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, les actionnaires doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels au vu du rapport de gestion et des rapports des Commissaires aux comptes dans les 6 mois de la clôture de l'exercice.

Lorsque les comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports du Commissaire aux comptes, lors de cette décision collective.

Article 30 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique.

L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE 9 - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

Article 31- DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les actionnaires.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué l'associé unique ou est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les actionnaires jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.



Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Article 32 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE 10 - DESIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIETE EN FORMATION

Article 33 - NOMINATION DU PRESIDENT

Le premier Président de la Société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

Est nommé en qualité de premier Président de la société aux termes des présents statuts, **Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE** née le 21 février 1979 à HARFLEUR (76), de nationalité française, et domiciliée **36 Rue Jules Ferry à Issy-les-Moulineaux (92130)**,

laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 34 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Les actionnaires, ont établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la Société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la Société. Cet état, si il n'est pas annexé aux présents statuts, fera l'objet d'un procès verbal d'approbation par l'assemblée des actionnaires.

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

En outre, **Madame Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE**, Président, agira au nom et pour le compte de la Société en formation, jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Le Président passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la Société.

L'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

Article 35 - FORMALITES DE PUBLICITE - IMMATRICULATION

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original des présentes à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés.

Fait en cinq originaux, dont UN pour l'enregistrement, DEUX pour les dépôts légaux et DEUX pour les archives sociales.

Paris, Le 31 mars 2015

Stéphanie BENAÏM épouse AYACHE

